

E 2001, Archiv-Nr. 919

*La Division des Affaires étrangères du Département politique  
à la Légation de Suisse à Londres*<sup>1</sup>

Copie d'expédition

T

Berne, 27 février 1918

Nous vous prions de remettre au Gouvernement anglais la note suivante.

Le Conseil fédéral désire attirer à nouveau l'attention des Gouvernements alliés sur la situation économique de la Suisse, qui est devenue extrêmement difficile et menace encore d'empirer. Il est notoire que pour se procurer les denrées alimentaires ainsi que les matières premières et auxiliaires, la Suisse est largement tributaire de l'importation. Tenant compte de cet état de choses, les Gouvernements alliés ont témoigné à la Suisse, pendant la durée de la guerre, une grande bienveillance en ce qui concerne la fourniture de marchandises et les transports par eau et par terre. C'est ainsi que la Suisse a pu maintenir sa vie économique.

Ces derniers temps, surtout depuis le début du deuxième semestre de l'année écoulée, les importations ont diminué de façon inquiétante, au point que la Suisse n'a pu subvenir à ses besoins qu'au moyen de ses modestes réserves. Il en est ainsi particulièrement pour le blé. Les céréales panifiables embarquées en Amérique à destination de la Suisse depuis le 1er juillet 1917 ne représentent qu'un peu plus de la quantité qu'elle consomme en un mois. Du 1er octobre 1917 à fin janvier 1918, elle n'a pas été en mesure d'affréter pour ses transports maritimes un nombre de navires supérieur à celui qui lui est absolument indispensable pour un seul mois.

Le Conseil fédéral espérait que cette situation, particulièrement en ce qui concerne les transports de céréales, s'améliorerait grâce au mémorandum arrêté le 5 décembre 1917<sup>2</sup>, à Paris avec les représentants des Gouvernements alliés et des Etats-Unis. Malheureusement, de si grandes difficultés d'exécution ont surgi qu'aujourd'hui, c'est-à-dire près de trois mois plus tard, la situation est restée la même, attendu que seules de très faibles quantités de marchandises ont pu être embarquées.

Le Conseil fédéral se rend parfaitement compte des grandes difficultés contre lesquelles les Gouvernements alliés doivent aussi lutter ainsi que des restrictions imposées à leurs peuples. Il ne doute pas un instant des sentiments amicaux qui animent les Gouvernements alliés à l'égard de la Suisse. Aussi se permet-il de leur signaler les graves conséquences que provoquerait inévitablement le maintien de l'état actuel des importations.

Les principales denrées alimentaires ont été rationnées minutieusement. La production indigène a été intensifiée le plus possible. Malgré toutes ces mesures, les stocks très réduits de céréales et d'autres denrées seraient épuisés à bref délai et les industries, vu le manque de matières premières, devraient bientôt arrêter leur exploitation, si de nouvelles importations n'avaient pas lieu.

1. Un télégramme identique est envoyé à Paris et à Rome, et on en informe Washington.

2. Cf. n° 366, Annexe.

28 FÉVRIER 1918

695

Dans ces circonstances, le Conseil fédéral, conscient de sa responsabilité, s'adresse aux Gouvernements alliés et leur demande instamment de vouloir bien contribuer par tous les moyens dont ils disposent au ravitaillement de la Suisse en denrées alimentaires et en matières premières. Il ne juge pas nécessaire d'entrer ici dans les détails, qui tous ont été portés à la connaissance des Gouvernements alliés par les ministres de Suisse accrédités auprès d'eux. Par suite des retards qui se sont produits, la situation est aujourd'hui si sérieuse que le chargement et le transport des marchandises, en particulier des céréales, sont de toute urgence.

Le Conseil fédéral est persuadé que les Gouvernements alliés n'hésiteront pas, dans un esprit d'amitié et de bienveillance, à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour épargner à la Suisse la disette extrême et le chômage dont elle est menacée.